

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE TECHNIQUE
Marine nationale

CIRCULAIRE N° 327/ALFAN/ADP/SECUPTF

relative au contrôle de fonctionnement des détecteurs de voie d'eau à bord des bâtiments de surface.

Du 29 novembre 2004

TITRE B : *sécurité classique et défense NRBC.*

FORCE D'ACTION NAVALE MARINE : *division « logistique ».*

CIRCULAIRE N° 327/ALFAN/ADP/SECUPTF relative au contrôle de fonctionnement des détecteurs de voie d'eau à bord des bâtiments de surface.

Du 29 novembre 2004

NOR D E F B 0 4 5 3 6 3 6 C

Référence :

Instruction n° 30/DEF/EMM/PROG/PFLI du 17 janvier 2001 ((BOC, p. 889). ; BOEM 140.3.4, 913-1) modifiée.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 913-35.

Référence de publication : BT, 2004, p. 191.

La présente circulaire a pour objet de définir l'échéancier des contrôles systématiques de bon fonctionnement à réaliser sur les installations de détection de voie d'eau des bâtiments de surface.

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. Cadre d'application.

Toute installation de détection concourant à la sécurité doit faire l'objet d'un suivi au sein de l'unité afin de s'assurer de la permanence de ces moyens d'alerte.

Les modalités d'exécution des contrôles systématiques de bon fonctionnement doivent permettre de simuler la détection réelle d'une voie d'eau. Elles doivent permettre de tester l'ensemble de la chaîne de signalisation (manœuvre du flotteur, immersion ou aspersion de la sonde suivant le type de détecteur, fonctionnement des alarmes sonores et/ou lumineuses dans les postes de zone (PZ) ou le poste central (PC sécurité, etc.).

Les contrôles définis par la présente circulaire ne se substituent pas aux opérations de maintenance spécifiques prévues par la documentation de l'unité, du constructeur ou par la réglementation technique.

1.2. Personnel compétent.

Les opérations de contrôle sont à la charge du service à qui le local est attribué.

Elles sont réalisées sous la responsabilité du chef de service, avec le concours de la brigade sécurité.

Les modalités pratiques d'organisation et de coordination des contrôles sont définies par chaque bâtiment afin d'éviter des mises en alarme intempestives ou un éventuel accident de personnel (détecteurs situés à proximité d'installations potentiellement dangereuses : lignes d'arbres, machines tournantes, etc.).

Un ordre du commandant en second ou de l'adjoint sécurité fixe l'organisation et les modalités retenues pour la réalisation des contrôles, en précisant notamment :

- le responsable de l'essai ;

- le personnel participant (dont un représentant qualifié de la brigade sécurité) ;
- les attributions de chaque participant ;
- les liaisons à établir ;
- la procédure et les modalités pratiques de l'essai et, le cas échéant, la prise des dispositions d'hygiène et sécurité du travail (HSCT) nécessaires (précautions pour se prémunir des dangers spécifiques des locaux : accès aux locaux confinés, machines tournantes, etc.).

Cet ordre peut être permanent pour les contrôles ne présentant pas de risque particulier pour le personnel.

En revanche, sont définies par un ordre de circonstance, les opérations de contrôles effectuées dans des locaux confinés ou des compartiments susceptibles de présenter, de par leur nature ou l'activité en cours, des risques HSCT ou de co-activités.

2. PÉRIODICITÉ DES CONTRÔLES.

2.1. Cas général.

Les contrôles de bon fonctionnement des détecteurs de voie d'eau doivent être effectués une fois par mois.

Par ailleurs, ces contrôles sont systématiquement réalisés dans les cas suivants :

- avant toute remise en eau pour les bâtiments au bassin ;
- à l'occasion de la préparation des périodes de gardiennage (sauf gardiennage de fin de semaine) ;
- avant toute période d'entretien majeur programmée ;
- pendant la période de temps calme prévue en fin d'entretien majeur.

2.2. Cas des détecteurs situés dans des locaux ou espaces confinés.

Les détecteurs situés dans des compartiments dont l'accès nécessite l'application de la procédure de pénétration dans les locaux ou espaces confinés conformément à :

- la note de prévention n° 3 sous timbre n° 495/ DEF/CGA/IS/IT du 3 septembre 1998 (n.i. BO ; n.i. BT) ;
- la fiche prévention transmise en annexe II de la note-circulaire n° 217/ALFAN/ADG/FLOTTEUR du 3 décembre 2001 (n.i. BO ; n.i. BT),

doivent être contrôlés au moins une fois par an.

Ces contrôles sont notamment réalisés dans les cas suivants :

- avant toute remise en eau pour les bâtiments au bassin ; en cas de passage au bassin de courte durée liée à une intervention technique ponctuelle (réfection d'un manchon, etc.), le contrôle des détecteurs situés dans des locaux confinés sera limité à ceux contigus à la zone de travaux et ceux dont la chaîne de détection a pu être endommagée par les travaux ;
- pendant toute période d'entretien majeur programmée ;
- à l'occasion des inspections de tranche.

3. DISPOSITIONS À PRENDRE EN CAS D'AVARIE DE DÉTECTEUR.

Toute anomalie constatée lors des contrôles doit être enregistrée sur l'historique de l'installation et, si nécessaire, faire l'objet d'une fiche technique d'anomalie (FTA).

La remise en état du système de détection par le bord ou les demandes de concours qui s'avèreraient nécessaires sont entreprises sans délai.

Tant que l'installation n'a pas retrouvé son entière disponibilité, l'unité se doit de prendre des mesures conservatoires adaptées.

Ces mesures doivent comprendre notamment :

- l'enregistrement de l'indisponibilité sur le cahier de quart du PC sécurité ;
- l'information du chef de secteur, de l'officier sécurité du service (OSS) et du chef du service responsable du local, de l'assistant et de l'adjoint sécurité de l'officier de permanence navire (OPN) et de l'officier de garde (OG) ;
- la rédaction d'une consigne particulière à l'intention du personnel de quart au PC sécurité et des rondiers ;
- l'adaptation des horaires de ronde dans le local concerné (changement de classification du local lié à l'indisponibilité du détecteur de voie d'eau) ;
- la matérialisation par un repère précis du niveau d'eau dans la cale du compartiment. Ce repère sera porté à la connaissance des rondiers afin de déceler rapidement une augmentation insidieuse du niveau d'eau. Au cours de sa ronde, le rondier vérifiera visuellement la hauteur d'eau au niveau du repère.

Pour les détecteurs en avarie situés dans des locaux confinés, le bâtiment établit une consigne particulière de calcul de stabilité en cas d'envahissement du vide et de surveillance particulière d'attitude du bâtiment (gîte...).

4. ENREGISTREMENT DES CONTRÔLES.

Le contrôle des détecteurs est enregistré sur un document qui précise au minimum : l'identification précise du détecteur (gisement/repère), la date du contrôle, le résultat et le nom de la personne qui a réalisé le contrôle.

Ce document est conservé et entretenu, par le personnel de la brigade sécurité, en liaison avec les services en charge des locaux où sont implantés les détecteurs.

Il est présenté tous les six mois à la signature de l'adjoint sécurité.

Ce document sera systématiquement présenté lors des audits de conservation du patrimoine de la force d'action navale (FAN).

Le commandant de la force d'action navale :

*Par ordre, le capitaine de vaisseau,
adjoint de l'amiral commandant la force d'action navale pour la direction générale,*

Alain BESANCON.